



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2026/DRIEAT/UD77/012 du 26 janvier 2026  
imposant des prescriptions complémentaires à la société CHIMIREC pour l'établissement  
qu'elle exploite sur la commune de NANGIS (77370)**

**VU** les parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, et notamment son article R. 181-45 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 autorisant la société Chimirec à exploiter une installation de collecte, de tri, de transit et de regroupement de déchets d'activités économiques, située 2, rue René Cassin sur le territoire de la commune de Nangis (77 370) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** le « porter à connaissance » du 18 octobre 2023 de la société Chimirec relatif à des demandes de modifications des conditions d'exploitation du site ;

**VU** le « porter à connaissance » du 28 mars 2025 de la société Chimirec, complété les 10 juin et 13 juin 2025 relatif à des demandes complémentaires de modifications des conditions d'exploitation du site ;

**VU** le rapport n° E/25-2985 du 18 décembre 2025 de l'inspection des installations classées relatif à l'examen des deux « porter à connaissance » susvisés ;

**VU** le courrier préfectoral n° E/25-3022 du 29 décembre 2025 de transmission à la société Chimirec du projet de décision pour avis ;

**VU** les observations de la société Chimirec au courrier précité ;

**CONSIDÉRANT** les modifications suivantes présentées par la société Chimirec dans son « porter à connaissance » du 18 octobre 2023 :

- la non-réalisation d'une partie du bâtiment B ;
- la révision des modalités d'accès, de circulation et de stationnement au sein de l'établissement ;
- l'extension de l'emprise foncière de l'établissement à l'Ouest ;
- la création d'une voie de liaison avec le site voisin ;

**CONSIDÉRANT** les modifications suivantes présentées par la société Chimirec dans son « porter à connaissance » 28 mars 2025 :

- la modification des tonnages des déchets présents sur le site ;
- le réaménagement de certaines zones de stockage du bâtiment A ;
- l'extension du périmètre de l'ICPE vers l'Ouest ;
- l'aménagement de la nouvelle extension Ouest du site ;
- le réaménagement des zones extérieures du site ;
- l'évolution de certaines prescriptions réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de modification de la nature des déchets admis sur le site et de la zone de chalandise ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la quantité de certains déchets susceptibles d'être présents sur le site est marginale et n'entraîne pas une modification du classement du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'augmentation de la quantité de certains déchets susceptibles d'être présents sur le site est demandée pour optimiser le chargement des bennes et camions lors de l'évacuation de ces déchets du site, conformément aux dispositions de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** la demande d'extension du périmètre ICPE à l'Ouest du site et l'absence de classement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement des activités envisagées à l'intérieur du bâtiment « C » et à l'extérieur ;

**CONSIDÉRANT** la suffisance des actuels moyens incendie du site pour assurer également la défense incendie de cette extension ;

**CONSIDÉRANT** la collecte des eaux résiduaires du site par un bassin de 72 m<sup>3</sup> à créer et le rejet de ces eaux vers le bassin de régulation du site principal ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de rejets d'eaux résiduaires de l'établissement dans le ru de Courtenain autres que les eaux de toiture du bâtiment C ;

**CONSIDÉRANT** que la mise à jour de l'étude de dangers jointe au « porter à connaissance » du 28 mars 2025 conclut qu'aucun phénomène d'incendie n'est susceptible d'engendrer des effets thermiques irréversibles ou létaux en dehors de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions des articles L. 511-1 et L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 dudit code ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

La société Chimirec, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est au 2 rue Pierre Fixot à Aulnay-sous-Bois (93600), est autorisée à exploiter au 2 rue René Cassin à Nangis (77 370) installation de collecte, de tri, de transit et de regroupement de déchets d'activités économiques, sous réserve du respect des prescriptions de l'autorisation du 13 mai 2022 modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 3 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **Article 4 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune de Nangis et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Nangis pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 5 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L. 171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

## **Article 6 : Notification et exécution**

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Madame le Maire de Nangis,
- Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- Madame la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 26 janvier 2026

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

## **Destinataires d'une copie par mail :**

- le Directeur général du groupe Chimirec
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne,
- le Président de la communauté de commune de la Brie Nangissienne,
- les maires des communes de Grandpuits-Bailly-Carrois, Fontains, Rampillon et La Croix-en-Brie
- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins,
- la Maire de Nangis,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

**Délais et voies de recours :**

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 4 du présent arrêté,

- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne prévue au 3° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.



## TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

#### ARTICLE 1.1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS Chimirec, SIRET 31018842000171, dont le siège social est situé au 2 rue Pierre Fixot à Aulnay-sous-Bois (93600) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Nangis (77370), au 2 rue René Cassin (coordonnées Lambert 93 X = 702 676 m et Y = 6 828 917 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Section cadastrale	Parcelle
Nangis	ZH	117
Nangis	ZH	124
Nangis	ZH	125
Nangis	ZH	239
Nangis	ZH	240
Nangis	ZH	244
Nangis	ZH	245
Nangis	ZH	248

»

### ARTICLE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
<b>3510</b> (Rubrique principale)	<b>Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</b> mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	<b>Mélange, reconditionnement et décantation de déchets dangereux Capacité &gt; 10 t/j</b> Regroupement de déchets dangereux et décantation d'huiles usagées : <b>100 t/jour</b> (tous flux confondus)	Quantité totale : <b>100 t/j</b>	<b>A</b>
<b>3550</b>	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	<b>Stockage des déchets vrac :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage)</li> <li>Filtres à huiles usagées : 35 t</li> <li>Huiles usagées : 470 t</li> <li>Liquides de refroidissement usagés : 42 t</li> <li>Emballages et matériaux souillés : 40 t</li> <li>Déchets pâteux : 20 t</li> </ul> <b>Total déchets dangereux vrac : 837 t</b> <b>Stockage des déchets conditionnés :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Acides/bases : 28 t</li> <li>Aérosols : 8 t</li> <li>Batteries : 35 t</li> <li>Déchets chlorés : 4 t</li> <li>Déchets de laboratoire : 5 t</li> <li>Déchets inflammables : 40 t</li> <li>Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t</li> <li>DEEE : 25 t</li> <li>Eaux souillées : 10 t</li> <li>Piles : 45 t</li> <li>Emballages et matériaux souillés : 26 t</li> <li>Huiles usagées : 14 t</li> <li>Liquides de refroidissement usagés : 10 t</li> <li>Pâteux : 25 t</li> <li>Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t</li> <li>Poudres : 10 t</li> <li>Tube, néons, lampes : 10 t</li> </ul> <b>Total déchets conditionnés dangereux : 323,01 t</b> <b>Soit une quantité totale de : 1 160,01 tonnes</b>	Quantité totale : <b>1 160,01 t</b>	<b>A</b>
<b>2718-1</b>	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</b> La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	<b>Stockage des déchets vrac :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Eaux souillées : 230 t (dont 5 t constituées d'eaux de lavage)</li> <li>Filtres à huiles usagées : 35 t</li> <li>Huiles usagées : 470 t</li> <li>Liquides de refroidissement usagés : 42 t</li> <li>Emballages et matériaux souillés : 40 t</li> <li>Déchets pâteux : 20 t</li> </ul> <b>Total déchets dangereux vrac : 837 t</b>	Quantité totale : <b>1 135,01 t</b>	<b>A</b>

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
		<p>Stockage des déchets conditionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Acides/bases : 28 t</li> <li>• Aérosols : 8 t</li> <li>• Batteries : 35 t</li> <li>• Déchets chlorés : 4 t</li> <li>• Déchets de laboratoire : 5 t</li> <li>• Déchets inflammables : 40 t</li> <li>• Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 t</li> <li>• Eaux souillées : 10 t</li> <li>• Piles : 45 t</li> <li>• Emballages et matériaux souillés : 26 t</li> <li>• Huiles usagées : 14 t</li> <li>• Liquides de refroidissement usagés : 10 t</li> <li>• Pâteux : 25 t</li> <li>• Produits de jardinage et phytosanitaires (emballages) : 10 t</li> <li>• Poudres : 10 t</li> <li>• Tube, néons, lampes : 10 t</li> </ul> <p>Total déchets conditionnés dangereux : 298,01 t</p> <p><b>Soit une quantité totale de : 1 135,01 tonnes</b></p>		
2711-2	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p align="center">Quantité &gt; 100 m<sup>3</sup> 120 m<sup>3</sup> (25 tonnes)</p>	<p align="center">Quantité totale : <b>120 m<sup>3</sup></b></p>	<b>DC</b>
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p align="center">Quantité &lt; 100 m<sup>3</sup> 50 m<sup>3</sup> 17 tonnes</p>	<p align="center">Quantité totale : <b>50 m<sup>3</sup></b></p>	<b>NC</b>
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux non-dangereux, à l'exclusion des activités et</p>	<p align="center">Surface &lt; 100 m<sup>2</sup> 30 m<sup>2</sup> 80 tonnes</p>	<p align="center">Quantité totale : <b>30 m<sup>2</sup></b></p>	<b>NC</b>



Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
	installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>2</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>2</sup> .			
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	Quantité < 100 m <sup>3</sup> 56 m <sup>3</sup> 21 tonnes	Quantité totale : 56 m <sup>3</sup>	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	Quantité < 250 m <sup>3</sup> 16 m <sup>3</sup> 40 tonnes	Quantité totale : 16 m <sup>3</sup>	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance < 50 kW (18 kW)	Puissance totale : 18 kW	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages :	1 cuve de stockage de GNR de 1 000 litres Soit un total d'environ 900 kg	Quantité totale : 900 kg	NC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime *
	c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.			

\* A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement), NC (non classé).

\*\* En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

»

### ARTICLE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation du 23 janvier 2020, complété les 18 janvier 2021, 09 juin 2021, 03 septembre 2021, 05 octobre 2021, 07 octobre 2021 et 19 octobre 2021, dans le « porter à connaissance » du 18 octobre 2023, et enfin dans le « porter à connaissance » du 28 mars 2025 complété les 10, 11 et 13 juin 2025.

»

### ARTICLE 1.4 – GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont supprimées.

---

## TITRE 2 – RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DU SITE

---

### ARTICLE 2.1 – TRANSPORT, CHARGEMENT, DÉCHARGEMENT

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

En particulier, l'exploitant est tenu :

- de proscrire le stationnement de ces véhicules à l'extérieur du périmètre de l'installation ; ces derniers doivent pouvoir être immédiatement accueillis sur les aires de stationnement internes ;
- d'éloigner les zones de stationnement des parois externes du bâtiment A pour prévenir tout risque de propagation d'un incendie au bâtiment ;
- d'optimiser le chargement des véhicules et les trajets afin de limiter les déplacements et réduire l'impact sur le trafic ;
- d'organiser le contournement du centre-ville de Nangis par le trafic routier lié à l'activité de l'établissement.

»

---

### **TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DE MILIEUX AQUATIQUES**

---

#### **ARTICLE 3.1 – RÉSEAU DE COLLECTE**

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

«

Le réseau du site est ainsi construit :

- les eaux usées sanitaires rejoignent le système d'assainissement public de la commune de Nangis avant leur traitement ;
- les eaux pluviales de voirie du « plateau Bas », susceptibles d'être polluées, sont épurées par des débourbeurs-déshuileurs avant d'être rejetées dans le bassin de régulation de 527 m<sup>3</sup> de l'établissement, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;
- les eaux pluviales de voirie du « plateau Haut », susceptibles d'être polluées, sont épurées par un débourbeur-déshuileur avant d'être rejetées dans un bassin de régulation de 72 m<sup>3</sup>, puis le bassin de régulation de 527 m<sup>3</sup> ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment A sont dirigées vers une cuve aérienne, destinée à recueillir de l'eau non susceptible d'être polluée pour le lavage des conteneurs, dont la surverse est dirigée vers le bassin de régulation de 527 m<sup>3</sup>, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;
- les eaux pluviales de toiture du bâtiment B sont dirigées vers le bassin de 527 m<sup>3</sup>, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;

- les eaux pluviales de toiture du bâtiment C non susceptibles d'être polluées rejoignent le ru de Courtenain ;
- les eaux de lavage des conteneurs sont récupérées dans une fosse de récupération de 5 m<sup>3</sup> avant d'être éliminées en tant que déchets ;
- les eaux d'extinction d'incendie rejoignent, via une vanne de confinement sur le réseau des eaux pluviales en aval du bassin de régulation, un bassin de confinement de 680 m<sup>3</sup> avant d'être éliminées en tant que déchets en cas de pollution avérée.

»

---

## TITRE 4 – PRÉVENTION DES RISQUES

---

### ARTICLE 4.1 – ORGANISATION DES STOCKAGES

Les dispositions de l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

«

Les déchets accueillis sur le site sont stockés dans des alvéoles et des bennes conformément aux plans fournis dans le « porter à connaissance » du 28 mars 2025. Les bennes situées à l'extérieur, accueillant les boues d'hydrocurage et les emballages et matériaux souillés, sont couvertes afin d'éviter une pollution des eaux pluviales et des dégagements d'odeurs.

Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site sont :

- déchets dangereux : 1 160,01 tonnes dont
  - déchets dangereux vrac : 837 tonnes dont :
    - Eaux souillées : 230 tonnes
    - Filtres à huiles usagées : 35 tonnes
    - Huiles usagées : 470 tonnes
    - Liquides de refroidissement usagés : 42 tonnes
    - Emballages et matériaux souillés : 40 tonnes
    - Déchets pâteux : 20 tonnes
  - déchets dangereux conditionnés : 323,01 tonnes
    - Acides/bases : 28 tonnes
    - Aérosols : 8 tonnes
    - Batteries : 35 tonnes
    - Déchets chlorés : 4 tonnes
    - Déchets de laboratoire : 5 tonnes
    - Déchets inflammables : 40 tonnes
    - Déchets spécifiques en petits conditionnements : 18,01 tonnes

- DEEE : 25 tonnes
- Eaux souillées : 10 tonnes
- Piles : 45 tonnes
- Emballages et matériaux souillés : 26 tonnes
- Huiles usagées : 14 tonnes
- Liquides de refroidissement usagés : 10 tonnes
- Pâteux : 25 tonnes
- Produits de jardinage et phytosanitaires : 10 tonnes
- Poudres : 10 tonnes
- Tube, néons, lampes : 10 tonnes

- déchets non dangereux : 158 tonnes dont :

- métaux ou ferrailles : 80 tonnes,
- déchet non dangereux en mélange : 17 tonnes,
- papier ou carton : 7 tonnes,
- bois : 6 tonnes,
- pare-chocs : 8 tonnes,
- pare-brise : 40 tonnes.

Les zones de stockage sont limitées aux hauteurs suivantes :

- 5,5 m pour la zone de stockage des emballages vides ;
- 4 m pour l'alvéole dédiée aux déchets d'aérosols ;
- 3,91 m depuis le sol pour la benne dédiée aux emballages et matériaux souillés ;
- 3,3 m pour l'alvéole dédiée aux filtres à huile et carburant usagés ;
- 2,6 m pour les bennes de stockage extérieures de déchets non dangereux.

»

## **ARTICLE 4.2 – ACCESSIBILITÉ**

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont supprimées

---

## **TITRE 5 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

---

### **ARTICLE 5.1 – RUPTURE DE LA TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS DANGEREUX**

Les dispositions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé sont modifiées par les dispositions suivantes :

«

L'exploitant est dispensé de l'obligation de création d'un bordereau de suivi de déchets de regroupement pour les déchets ayant subi un traitement ne permettant plus d'identifier la provenance initiale. Cela concerne notamment :

- les mélanges en cuves d'huiles usagées, d'eaux souillées, de liquides de refroidissement, issus du vrac ou des conditionnés ;
- les mélanges en vrac en bennes d'emballages et matériaux souillés, filtres usagés, DEEE, déchets pâteux, batteries, issus des conditionnés ;
- les mélanges en conditionnés (piles, DEEE, déchets pâteux, aérosols, batteries, filtres usagés, lampes, néons, poudres, déchets inflammables, déchets phytosanitaires, acides, bases, déchets spécifiques en petits conditionnements).

»

## TITRE 6 – ANNEXE

### ANNEXE 1 : PLAN DES RÉSEAUX D'EAU

Le plan des réseaux d'eau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022 susvisé est remplacé par le schéma suivant :

